

# LA RÉORGANISATION ET LA REVALORISATION AU MENU

Pendant qu'une crise sanitaire sans précédent bat toujours son plein, que le réseau de la santé montre ses failles et que les médecins de famille ressentent une pression énorme, le gouvernement s'est adressé à eux avec mépris l'automne dernier bien qu'ils soient pourtant de tous les combats. Cette tournure des événements est encore à ce jour injustifiable et incompréhensible, quoique symptomatique de deux choses : le manque d'agilité de la première ligne et le manque de considération envers notre profession.

Afin de répondre à ces enjeux de taille, que propose le gouvernement ? Rien de moins que le projet de loi n° 11, que j'ai d'ailleurs vivement dénoncé dans une entrevue sur les ondes de QUB radio en novembre dernier : « On est vraiment dans le pur contrôle et la surveillance des médecins<sup>1</sup> ». Le projet de loi 11 viserait, selon le gouvernement, « à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens », alors que cette offre a, selon les paramètres actuels, manifestement déjà pas mal atteint ses limites. Cette proposition représente donc une pièce législative déconnectée du terrain et sans solution concrète pour, justement, accroître l'offre de services en première ligne.

Chez les médecins de famille, la vision est complètement différente. Nous ne souhaitons pas plus de surveillance ni d'intrusion. Nous souhaitons plutôt réorganiser notre pratique pour qu'elle devienne plus efficace, revaloriser notre profession afin de la rendre plus attrayante et que l'accès à d'autres professionnels soit amélioré.

## LA RÉORGANISATION DE LA PRATIQUE

Dès l'été dernier, quand le gouvernement nous avait conviés à la rédaction d'un plan post-COVID, nous avons proposé des éléments forts pour rendre notre pratique plus efficace et la première ligne plus agile. Après un bris des discussions et des insultes lancées

1. <https://omny.fm/shows/les-effrontees/on-est-vraiment-dans-le-pur-contr-le-et-la-surveil/>

sur la place publique, les autorités gouvernementales se montrent heureusement désormais ouvertes à ces idées. Rappelons-en quelques-unes : orienter le patient du guichet d'accès pertinence (GAP) vers la ressource la plus appropriée à ses besoins, réviser le modèle d'organisation, garantir les ressources humaines prévues aux programmes GMF/GMF-AR, revoir les AMP, pérenniser la téléconsultation, mieux accompagner les patients souffrant de problèmes de santé mentale, améliorer les corridors d'accès en médecine spécialisée et l'accès aux plateaux techniques, optimiser la contribution des autres professionnels, etc. Six mois plus tard, le gouvernement est finalement à l'écoute ! Force est de constater, toutefois, qu'en raison de son attitude malheureuse à l'automne, les médecins ont plus que jamais des doutes sur la bonne foi du gouvernement. À lui de les dissiper !

## LA REVALORISATION DE LA MÉDECINE FAMILIALE

Voici un grand chantier auquel je vous convie : la revalorisation de notre profession que nous aimons profondément. Pour ce faire, nous devons trouver ensemble des moyens forts et concrets de la rendre de nouveau attrayante et faire preuve de leadership dans le débat public. De tristes constats s'imposent : la médecine familiale est trop souvent boudée par les étudiants, un certain exode des forces vives est en train de se produire, de nombreux médecins à l'orée de la retraite songent à précipiter leur départ et les médecins de famille dans tout le réseau sont, avec raison, démotivés. Au cours des prochains mois et des prochaines années, nous aurons quelque chose d'important à rebâtir de ce point de vue. Et je souhaite le faire à vos côtés dans un esprit constructif et plus positif.

Dans cet esprit, j'annonce que la FMOQ tiendra un congrès syndical d'orientation les 26 et 27 mai prochains, où ces deux grands chantiers seront à l'honneur. Serez-vous des nôtres ?

17 décembre 2021

Le président,  
Dr Marc-André Amyot